



16 bassines et 1 700 flics

Ballast
11 novembre 2022

Témoignage inédit | Ballast

On l'a tous constaté : l'été 2022 a été sec. Durant deux mois, une centaine de communes françaises ont même dû gérer leur approvisionnement en eau par citernes. Pourtant, il y a des activités — agriculture intensive en tête — pour lesquelles la sécheresse ne compte pas. Des activités qui s'accaparent les réserves en eau et n'entendent pas remettre en cause ce droit. Dans l'Ouest de la France, les départements des Deux-Sèvres, de la Vendée et de la Vienne voient les projets de méga-bassines fleurir depuis une dizaine d'années. Une méga-bassine ? Disons une piscine de 10 hectares, profonde de 15 mètres, tapissée de bâche noire et remplie d'eau l'hiver pour qu'il n'en manque pas l'été. Ou, plutôt, pour que l'industrie agro-alimentaire ne souffre pas d'un changement de modèle. Samedi 29 octobre, plusieurs milliers de manifestants se sont regroupés à l'appel du collectif « Bassines non merci », composé d'habitants, de l'organisation les Soulèvements de la terre et de syndicats agricoles (aux premiers desquels la Confédération paysanne). Au total, ce sont près de 7 000 personnes qui se sont retrouvées dans la commune de Sainte-Soline pour que cessent ces travaux. Parmi elles, B., originaire du Marais poitevin. Nous avons recueilli son témoignage.



Les projets de bassines, j'en suis familière depuis un moment. J'ai grandi avec ça étant plus jeune. Je viens de Vendée, à proximité des Deux-Sèvres, dans les environs du Marais poitevin — la deuxième zone humide de France. En Vendée, les agriculteurs font essentiellement du maïs irrigué, de la grosse agriculture. Dans le village où j'ai grandi il n'y avait que ça, c'était notre quotidien. J'ai un oncle qui travaille dans un gros élevage de 1 100 chèvres en bâtiment conventionnel, mon grand-père a travaillé dans le monde agricole toute sa vie... Les bassines, pour eux, c'était et ça reste une bonne chose. Elles permettent de continuer de produire, ce qui est important car « il faut nourrir tout le monde ». J'ai le souvenir qu'enfant, les restrictions d'eau arrivaient très vite dans l'année. Je viens d'une famille où on travaille son autonomie, sans mettre ce mot-là sur ce qu'on fait : on fait son jardin, son bois, ses petits élevages et on fait attention parce que les ressources sont précieuses. Lorsqu'on sait qu'à partir du mois de juin on ne pourra pas arroser parce que les stocks sont pour le maïs, on se sent emprisonné en tant qu'habitant de ce territoire. Les bassines ont été présentées comme quelque chose qui allait permettre de réguler tout ça. Aujourd'hui, quatre bassines entourent mon village natal. Il y a eu assez peu de régulation au moment de leur mise en place, avec beaucoup d'abus car il n'y avait pas de contrôle. Les irrigants continuaient de pomper dans les nappes phréatiques même au milieu de l'été pour les remplir.

Ici, autour du Marais, comme partout, il y a des problèmes de flotte. Des multinationales de l'agro-alimentaire, dont les méthodes ne prennent pas en compte les contraintes liées au réchauffement climatique, souhaitent trouver des solutions pour pérenniser des stocks d'eau et continuer à produire du maïs irrigué ou des légumes gourmands en



ressources sans changer leur modèle. Ces groupes sont très intéressés par le fait qu'on facilite l'accès à l'eau dans les Deux-Sèvres, qu'on construise des infrastructures pour continuer à cracher de l'eau pendant quelques années malgré un contexte de sécheresse globale dans toute la France. Faire des réserves de substitution pour que l'eau soit disponible pour les cultures agricoles, pourquoi pas ? C'est assez understandable. Mais le problème c'est que ça ne prend pas du tout en compte les sécheresses et les besoins hydriques qui vont être de plus en plus importants. L'eau va être un problème et il y a là un projet de grande envergure qui ne se pose même pas la question de son utilisation. Le maïs irrigué a surtout vocation à être exporté, sa production s'insère dans une échelle agricole internationale. C'est une production parmi les plus subventionnées de la PAC, qui abîme un territoire qui n'en bénéficie pas. Aux premières mobilisations des bassines auxquelles j'ai participé, une personne avait inscrit ce slogan sur une pancarte : « Je ne veux pas que notre eau parte en conteneur par le port de La Palisse. » (La Palisse, c'est le port de La Rochelle, ça m'avait parlé.)

« Cautionner les bassines, c'est prolonger ce monde agricole mondialisé. »

Le maïs est une plante tropicale. On n'a plus de flotte et pour que le maïs soit en forme il faut de la chaleur et de l'eau en permanence : pourquoi fait-on ça en France ? C'est aussi de la nourriture pour les élevages, pour nourrir les animaux l'hiver voire même toute l'année dans le cas des animaux qui sont dans des bâtiments. Cautionner les bassines, c'est prolonger ce monde agricole mondialisé, dont on voit déjà beaucoup les limites. Les personnes qui cultivent du maïs irrigué sur de nombreux hectares, je ne sais pas quelle est leur part de choix : ils ont monté des grosses installations, souvent héritées des parents, ils ont l'habitude de fonctionner avec des subventions publiques... S'ils peuvent être en mesure de remettre en question ce qu'ils font, je ne sais pas s'ils ont la possibilité matérielle de revenir en arrière. Les agriculteurs sont pris en étau, ils brassent énormément d'argent mais très peu qui revient. Ce sont des entrepreneurs qui ont la capacité décisionnelle de salariés. C'est éminemment complexe et les politiques ne le prennent pas en compte, ils continuent d'installer des infrastructures pour un modèle qui va se casser la gueule. Pour ces raisons, c'est une question qui cristallise beaucoup d'enjeux. Ça me touche que des gens s'insultent là-dessus, sur des histoires où, dans les faits, tout le monde a un peu peur de ce qui peut leur arriver prochainement.

En 1997, le Marais a perdu son statut de Parc naturel régional (PNR). Les PNR sont créés dans le but de valoriser un territoire avec plusieurs objectifs : informer et protéger son patrimoine naturel et culturel, mais aussi favoriser son développement économique et

social. Il y avait tellement d'aberrations écologiques dans le Marais que certains ont voulu marquer le coup et mettre en avant le décalage entre le label, qui implique une certaine préservation, et la gestion agricole catastrophique. On ne voulait pas que des gens bénéficient d'une labellisation écologique pour un truc géré n'importe comment — dont les bassines faisaient partie. Le PNR n'a, cela dit, pas beaucoup de pouvoir : c'est une entité qui soutient, qui valorise, qui informe. En 2014, sous l'impulsion de Ségolène Royal [*ancienne présidente du conseil régional, à cette époque ministre de l'Environnement, ndlr*] et de Delphine Batho [*alors députée de la deuxième circonscription des Deux-Sèvres, ndlr*], le Marais poitevin a retrouvé son statut de PNR. Dans mon souvenir, la lutte contre les bassines a donc d'abord été celle de groupes de citoyens sensibles aux questions environnementales qui se sont tapés des gros dossiers de contentieux européens pour simplement dire : « là, c'est mal géré » — notamment depuis 1990 l'[APIEEE](#), l'Association de Protection, d'Information et d'Études de l'Eau et de son Environnement dans les Deux-Sèvres. Il faut arrêter de filer de la thune pour des trucs qui se passent mal sur le plan écologique.



□Manifestation novembre 2021 | Corentin Fohlen | Reporterre□

Plus tard, quand j'ai commencé un diplôme agricole, j'ai appris qu'un paysan-boulangier s'était installé en bio près du Marais pour des raisons politiques. Après avoir été animateur nature dans le Marais poitevin, il a décidé de se lancer dans l'agricole pour préserver des morceaux de terre du saccage en cours. À l'époque, en 2017 et en 2018,



des mobilisations commençaient à se généraliser autour des bassines. Il y avait de plus en plus de petites manifestations et de marches dans les rues de Niort, la préfecture des Deux-Sèvres. À ce moment-là, de gros contrats se signaient avec l'Agence de l'eau, alors on s'est regroupés devant les bâtiments de la préfecture pour rendre visibles ces accords. Il y avait des actions rigolotes et, quand même, assez caricaturales — comme des Dames Nature enchaînées, des personnes avec des feuilles pour costume... Les CRS n'étaient pas très nombreux, mais pour une ville comme Niort c'était déjà étrange. Les gens n'étaient pas trop habitués. Je me souviens qu'une personne assez âgée, un peu plus énervée que les autres, a balancé un pot de peinture sur tout le monde : ça a giclé sur un CRS qui l'a mise à terre. Ça a choqué les gens. Comme c'était initialement un mouvement plutôt citoyen, la présence des flics n'a pas été comprise. Radicaliser des démarches citoyennes qui cherchent à démonter des contrats à moitié légaux, on le retrouve maintenant dans pas mal de luttes.

C'est une lutte qui était d'abord très locale, picto-charentaise, portée par des gens du Poitou. Des partenaires associatifs (l'APIEEE et le GODS notamment, le [Groupe ornithologique des Deux-Sèvres](#)), ont participé à sa pérennisation. C'est durant cette période que le groupe « [Bassines Non Merci](#) » s'est mis en place, suite à une grosse réunion de la Confédération paysanne dans les Charentes. Des membres, plutôt des personnes politisées (comme le député européen Benoit Biteau), ont pris la parole plus franchement sur ces questions environnementales. La lutte s'est calquée sur un imaginaire de la ZAD. Ils ont senti qu'il fallait avoir un peu de crédit, que c'était le moment d'avoir des postures plus radicales. Les manifestations, je l'ai dit, avaient un peu d'ampleur pour la région mais, en réponse, il y avait des stratégies pour réduire l'impact de la mobilisation. On autorisait des manifs à Niort, le dimanche, dans les quartiers vides et piétons de la ville, sur des tracés qui annihilaient complètement l'objectif fixé en amont, qui était de visibiliser la lutte et de faire du bruit.

« Il y a eu un déferlement de moyens mis en œuvre pour éviter qu'il y ait des prises de terre. La semaine dernière en a été l'apothéose. »

Il y a eu la marche des pigouilles — un grand bâton utilisé dans le Marais poitevin pour diriger une barque —, sur le modèle de la marche des bâtons de Notre-Dame-des-Landes. J'étais moins présente alors, j'ai suivi de plus loin, mais jusqu'en 2019 j'ai habité près d'un village où le collectif « Bassines Non Merci » se réunissait une fois par semaine. J'y allais parfois. Pour moi, ce changement de stratégie était une manière de donner de l'impact et d'invoquer une image de la lutte qui fait peur aux politiques. La ZAD a été

une forme de victoire : des terres agricoles qui devaient être monopolisées pour un aéroport n'ont pas été réutilisées pour un truc conventionnel, elles n'ont pas été bétonnées, elles ne sont pas revenues à de gros agriculteurs. Et que ce genre de mobilisation soit victorieuse, ça leur fait peur. Donc il y a eu un déferlement de moyens mis en œuvre pour éviter qu'il y ait des prises de terre comme ça a pu se passer ailleurs. La semaine dernière en a été l'apothéose — j'y reviendrai.

Il y a eu des accords de signés, selon lesquels les bassines allaient se faire de toute façon, malgré l'opposition. Dans les Deux-Sèvres, le projet de base comptait seize bassines, auxquelles il faut ajouter celles du département voisin de la Vienne où il y a une quinzaine de projets en cours. Après le premier confinement, au printemps 2020, une nouvelle dynamique portée par les Soulèvements de la terre a massifié la mobilisation. Jusqu'alors le collectif « Bassines Non Merci » arrivait à mobiliser beaucoup de locaux des trois départements concernés, et de nombreuses personnes œuvraient pour faire entendre ce projet picto-charentais sur des échelles plus vastes. Mais avec les Soulèvements de la terre ça n'avait rien à voir médiatiquement. Ça a pris une envergure nationale. Les Soulèvements de la terre ont organisé les mobilisations un peu comme une programmation culturelle : là tu peux aller envahir le siège de Monsanto, cela ici, ceci ailleurs... C'est discutable, mais ce qui est sûr c'est que ça a donné une visibilité nouvelle à cette lutte.





Manifestation novembre 2022 | Xavier Leoty | AFP

La manifestation, samedi 29 octobre, a duré deux, trois heures. C'était organisé comme un jeu : « 1, 2, 3 bassines ». Il y avait trois cortèges, qu'on pouvait choisir en fonction de nos capacités physiques et de ce qu'on était prêt à endurer. Le cortège blanc devait moins marcher, pour des personnes avec moins d'envie physique. Il était composé de beaucoup d'élus, avec leur écharpe. Il y avait les cortèges rouge et vert qui devaient contourner la bassine par l'est et l'ouest pour entrer sur le chantier. Il n'y en a qu'un qui y est parvenu, le rouge, celui dans lequel j'étais. C'est pour ça aussi qu'on s'est pris beaucoup de choses. On était peut-être 2 000 mais ça reste peu par rapport aux 5 000 ou 7 000 manifestants et au dispositif. Cet objectif, entrer sur le chantier, était discutable parce que tous les engins avaient été enlevés. Notre but, finalement, était d'entrer sur un terrain un peu creusé, avec des barrières autour, rien de plus. Il y avait peu de possibilité d'éventuelles dégradations. Le lendemain, il y a eu l'idée de s'en prendre à la tuyauterie mais il n'y avait pas grand-chose à dégrader. Et pourtant : 1 700 flics, six hélicos. Un truc un peu fou.

Il y avait du matos : de la lacrymo, des flashballs, des grenades assourdissantes. Comme les flics nous empêchaient de passer, on s'est retrouvés à piétiner des cultures. La communication a beaucoup tourné autour de ça et c'était le but, pour décrédibiliser la lutte. Ils balançaient soit de la lacrymo, soit des grenades assourdissantes, soit des flashballs. Ils étaient dans des véhicules et bloquaient les chemins, la route. Les trois groupes ont dû marcher dans les champs, ce qui n'était pas un choix. Il ne s'agissait pas de défoncer un agriculteur, c'était vraiment une histoire de contexte. Bref, c'était assez facile de dépeindre un portrait type d'un manifestant ou d'une manifestante qui seraient inconscients du travail fourni, « écoterroriste », tout ça. Il y avait des personnes avec des haut-parleurs qui nous disaient des trucs marrants, genre « Allez les rouges ! Allez, on y va ! Là il faut courir ! », histoire de dédramatiser la situation parce que c'était un peu chaud, des personnes se sont d'ailleurs fait mal. La situation était violente.

« On est dans la Macronie, tout est fait pour que les luttes n'aient pas lieu, que la contestation n'ait plus lieu. »

On s'est retrouvés à traverser des fossés assez larges, à courir dans des champs travaillés, avec une terre meuble, tout ça avec des hélicos qui nous survolaient. Un arrêté préfectoral empêchait les gens de circuler et de se regrouper dans les vingt kilomètres à la ronde. C'était dur d'imaginer ce que ça impliquait précisément de se retrouver sur ce lieu. On était beaucoup en veste noire à capuche, masque et compagnie



et, du fait des lacrymos, des lunettes de piscine. Il fallait se protéger. Mais pour les images, les chaînes d'info, on était une espèce de black bloc. Pour certains c'était clair, c'était un choix. Mais dans les faits, en raison du dispositif énorme, il valait mieux ne pas être identifié parce qu'on ne savait rien de ce que ça pouvait entraîner. Quand on voit comment se sont passées d'autres luttes, à la ZAD, avec les gilets jaunes, c'était une protection de base. Là-bas, les flics étaient venus choper les gens chez eux quand ils rentraient. Là, même si on savait qu'il y avait 1 700 flics et un arrêté municipal, il y avait un décalage : on est en Poitou-Charentes, on a prévu de faire une manifestation à la campagne pour lutter contre un chantier où il n'y a encore que dalle.

Il y a eu plein de moments samedi où je ne me suis pas sentie en sécurité, pas très bien, et je sens que tout ce dispositif mis en place pour dissuader et empêcher les gens de revenir fonctionne. Tu te retrouves à te dire « Mais qu'est-ce que je fais ? Pourquoi je me retrouve à avoir du mal à respirer, à chialer au milieu d'un champ dans les Deux-Sèvres un samedi après-midi ? » ! Quand je me sens plus fragile, ces questions-là reviennent et me donnent envie de ne plus m'y frotter. Mais, en même temps, en 2022, je ne vois pas de luttes qui ont du sens, pour lesquelles il est important que les gens se positionnent et qui aboutissent, sans en passer par là. On est dans la Macronie, tout est fait pour que les luttes n'aient pas lieu, que la contestation n'ait plus lieu, donc ça nous amène à confronter nos valeurs à ces faits. On formait un groupe socialement hétérogène ce jour-là. Plutôt des gens de gauche, c'est sûr, mais aussi avec des appartenances variées, des élus, des gens de la Confédération paysanne. Ça m'a réconfortée. Je me suis dit qu'on est plein, finalement, et différents. Il y a eu des personnes blessées qui sont allées à des centres de soin à proximité et qui se sont faites récupérer par les flics à la sortie. Des élus et élues présents à la manifestation sont allés mettre la pression dans les commissariats, et ont utilisé leur statut pour casser les processus d'isolement et de marginalisation mis en place quand tu te fais récupérer. Ça, pour moi, ça donne du sens, de voir des personnes très différentes soutenir cette lutte. Ça me donne moins l'impression d'être dans quelque chose de vain.



□Manifestation novembre 2022 | Abaca Press | Reuters□

Cette mobilisation, tout comme l'ampleur des moyens mis en place par la préfecture pour que la lutte n'ait pas lieu, montraient de grosses ambitions médiatiques. On est dans un monde dans lequel les victoires médiatiques ont leur importance. Personnellement, j'ai du mal avec ça : je me sens perdue quand je vois les moyens mis, les personnes blessées, pour des histoires d'infos, de pas perdre la face, de produire des images... Mais en 2022, c'est difficile de faire autrement parce qu'on est vite très radicalisés dans nos postures, et si on a envie qu'il se passe des choses, avoir des victoires médiatiques, il faut en passer par là. Je pense qu'un certain nombre de gens n'étaient pas tout à fait conscients de ce qui allait se passer : être cernés par les flics, voir qu'il n'y a pas de retour en arrière possible, qu'il faut vraiment courir dans ce fichu champ. Il y a plusieurs personnes autour de moi qui se sont fait ramasser pour le simple fait d'avoir été présentes pendant des manifestations. Mais je mesure bien pourquoi je m'engage dans ces situations. C'est un sujet que je connais bien, avec lequel j'ai grandi, alors si je n'y vais pas, qui y va ?

Photographie de bannière : Pascal Lachenaud | AFP



Rebonds

- ≡ Lire notre entretien avec Lucile Leclair : « [L'avenir des terres agricoles](#) », mai 2022
- ≡ Lire notre article « [Joëlle, ouvrière viticole et assistante maternelle](#) », Rémi Larue, mai 2022
- ≡ Lire notre entretien avec Andreas Malm : « [L'urgence climatique rend caduc le réformisme](#) », juin 2021
- ≡ Lire notre reportage « [Pyrénées : contre une scierie industrielle, défendre la forêt](#) », Loez, décembre 2020
- ≡ Lire notre reportage « [Vendée : une ZAD contre un port de plaisance](#) », Roméo Bondon et Léon Mazas, octobre 2019